



Département de la
Seine-Maritime

D.2018.03/55

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180330-M_DE180326_55-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/03/2018

Publication : 03/04/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 26 mars 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	21
Nombre de Pouvoirs	12
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **03 avril 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **26 mars** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 mars, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Emmanuel **DELINEAU**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h50), Gérard **DELAHAYS**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**
Patricia **DUVAL** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Estelle **FERRON** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Liliane **HIPPERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 26 mars 2018

2018.03/55

FINANCES - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Mr Laurent GILLE, Adjoint au Maire.— Dans le cadre de la réhabilitation du temple protestant de la commune inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 19 juillet 1977. La commune de Montivilliers a conclu deux marchés avec l'entreprise GALLIS afférents aux travaux de charpente (LOT 1) et de couverture (LOT 2).

Conformément aux règles d'exécution des marchés publics, la Ville a transmis les décomptes généraux et définitifs à la société GALLIS qui a alors transmis un mémoire en réclamation explicitant des demandes complémentaires et valant demande d'indemnisation. Au terme de l'étude des demandes de la société GALLIS, la ville de Montivilliers a refusé de prendre en compte l'intégralité du mémoire en réclamation. La société GALLIS a alors saisi le Tribunal Administratif de Rouen le 12/10/2016.

La Ville de Montivilliers doit donc prendre acte du contentieux ouvert avec la société GALLIS et provisionner une somme afin de faire face à une éventuelle condamnation.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ; et plus précisément les articles L 2321-2 et R 2321-2 ;

VU le budget primitif de l'exercice 2018 ;

VU les requêtes déposées par l'entreprise GALLIS devant le tribunal administratif de Rouen le 12 octobre 2016 à l'encontre de la ville de Montivilliers ;

VU sa commission municipale n° 1 Finances du 19 février 2018 consultée ;

VU le rapport de Monsieur l'Adjoint en charge des Finances, des Espaces Publics, des Cimetières ;

CONSIDERANT

- Que les dotations aux provisions pour risques et charges afférents aux litiges et contentieux sont constituées lorsqu'une première décision de justice rend probable le risque de mise à la charge de la commune d'une dépense ;
- Que le Conseil Municipal doit déterminer de manière sincère le montant de la provision en fonction du risque estimé et doit l'inscrire au budget primitif ou à l'occasion d'une décision modificative ;
- Qu'à partir des éléments relatifs au contentieux GALLIS, l'estimation faite par la commune de l'indemnité qui pourrait être versée au terme du contentieux s'élève à hauteur de 500 000 euros maximum ;
- Qu'il convient de provisionner la somme de 500 000 € pour l'affaire opposant la commune à la société GALLIS.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **De provisionner** la somme de 500 000 € en vue de couvrir les risques financiers afférents au contentieux opposant la ville de Montivilliers à la société GALLIS.

Imputation budgétaire

Exercice 2018

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : opération non ventilable

Nature et intitulé : 6875 - dotation aux provisions pour risques et charges

Montant de la dépense : 500 000 euros

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Pour : 26

Contre : 1 (Aurélien LECACHEUR)

Abstention : 6 (Nada AFIOUNI, Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



